



on est fait pour
être ensemble



Consultation publique

Encadrement tarifaire 2026/2028 des accès cuivre soumis à l'orientation vers les coûts

Réponse à la consultation publique du 5 décembre 2024

Version publique



Synthèse de la réponse

Le tarif orienté vers les coûts issu du modèle BLOM ne constitue à présent qu'une part réduite des montants *in fine* facturé par Orange aux opérateurs commerciaux au titre du dégroupage cuivre. En effet, le tarif orienté vers les coûts s'applique désormais sur 14 000 communes alors que le tarif non excessif s'applique sur près de 20 000 d'entre elles. L'analyse des coûts mensuels supportés par les opérateurs alternatifs au titre du dégroupage cuivre doit impérativement tenir compte de cette réalité.

L'Autorité indique dans la présente consultation son intention de maintenir le tarif orienté coûts à 9,20€ pour la période 2026/2028, montant identique à celui qu'elle avait défini pour la période 2024/2025. Si Bouygues Telecom accueille favorablement cette stabilité, elle souhaite néanmoins rappeler que le tarif orienté coût 2024/2025 lui semblait déjà surévalué notamment aux vues de la qualité de service observée sur le cuivre. En effet, le tarif retenu par l'Autorité se trouvait singulièrement proche de la borne haute issue du modèle BLOM en 2023 (9,91€). Il en est de même pour la présente consultation (10,24€).

Dans ce contexte, et bien que déjà trop élevé, une stabilité du tarif orienté coûts sur la période 2024/2028 est essentielle pour répondre aux principes de stabilité et prévisibilité cruciaux pour notre secteur.

Enfin, Bouygues Telecom invite l'Arcep, en cohérence avec sa décision de stabiliser le tarif orienté coût, à s'assurer que le tarif non excessif (qui lui est adossé et appliqué sur l'essentiel des accès cuivre) sera également stable sur la période 2025/2028 (soit un tarif maximum de 10,70€).



Table des matières

| | |
|---|---|
| Synthèse de la réponse | 2 |
| 1. Le maintien d'un tarif de dégroupage élevé | 4 |
| 2. Des grandeurs caractérisant le modèle BLOM sujettes à débat | 4 |
| 3. Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) | 5 |
| 4. Autres tarifs du dégroupage total | 5 |



1. Le maintien d'un tarif de dégroupage élevé

Dans son fichier de janvier 2025 intitulé « Zonage par commune pour l'offre de boucle locale cuivre », Orange fait apparaître 14 000 communes en zone A (tarif orienté vers les coûts à 9,20€) et 20 000 communes en zone B (tarif non excessif à 10,70€). De ce fait, en rapprochant ce fichier de l'Observatoire HD/THD de l'ARCEP du T3 2024 on observe que 24 millions de locaux seront susceptibles d'être soumis à un tarif orienté coûts et 17,5 millions de locaux soumis à un tarif non excessif au T2 2025. Ainsi le tarif moyen (hors IFR) réellement facturé par Orange au titre du dégroupage, en tenant compte de cette répartition des locaux, serait de 9,83€ et se rapprochera rapidement du tarif non excessif aujourd'hui fixé à 10,70€.

Le maintien du tarif de dégroupage sur la période 2026/2028 est essentiel pour apporter de la stabilité et de la prévisibilité aux opérateurs commerciaux. Bouygues Telecom souhaite rappeler que ce tarif de dégroupage *in fine* facturé est désormais le résultat d'une combinaison d'un tarif orienté vers les coûts, d'un tarif non excessif et d'un tarif sans obligation tarifaire. Or, les offres des opérateurs commerciaux sont des offres nationales sans distinction tarifaire sur l'ensemble du territoire, il est donc crucial que le tarif de dégroupage « moyen » issu des trois tarifs précédemment décrits soit stable.

L'ARCEP dans la présente consultation présente sa volonté d'une stabilité du tarif issu du modèle BLOM. Si Bouygues Telecom souscrit à cette vision elle invite cependant l'Autorité à étendre ce raisonnement à l'ensemble des tarifs de dégroupage.

2. Des grandeurs caractérisant le modèle BLOM sujettes à débat

Dans ses précédentes réponses¹, Bouygues Telecom indiquait qu'un certain nombre de valeurs définissant le modèle étaient « surévaluées ». Si les modifications apportées, dans la présente consultation, par l'ARCEP, ne sont pas de nature à influencer significativement sur le résultat du modèle BLOM, Bouygues Telecom maintient qu'elle estime que le taux de remplissage du réseau à terme de 85% lui semble cependant nettement sous-évalué et doit être revu. Cette variable est de nature à influencer significativement sur le résultat du modèle BLOM et donc faire baisser le tarif du dégroupage en résultant. Bouygues Telecom estime qu'un taux de remplissage compris entre 90% et 95% est plus proche de la réalité.

¹ à la consultation du 20 juin 2023 sur la mise à jour du modèle BLOM et celle du 7 septembre 2023 sur l'orientation vers les coûts du tarif de dégroupage pour la période 2024/2025



Le tarif orienté vers les coûts à 9,20€ se situe nettement au dessus du tarif moyen issu du modèle BLOM de la présente consultation (la borne basse est à 7,71€ et la borne haute à 10,24€). Pour Bouygues Telecom certains paramètres, en particulier le taux de remplissage du réseau, conduisent à un tarif de dégroupage sur évalué.

3. Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)

L'Autorité a fait le choix lors que la consultation du 7 septembre 2023 sur le tarif de dégroupage 2024/2025 de ne plus fixer le montant de l'IFER sur l'intégralité du cycle mais de le calculer chaque année. Sur l'année 2024, l'ARCEP a mis en application sa nouvelle méthodologie pour la première année. L'estimation de l'ARCEP à 2,07€, pour la période de janvier à juin 2024 s'est avérée assez proche de la réalité et de ce fait le tarif appliqué sur le reste de l'année 2024 a peu varié.

L'ARCEP dans la présente consultation propose soit de conserver la méthode éprouvée en 2024 soit d'appliquer de janvier à juin 2025 la moyenne arithmétique constatée en 2024.

Bouygues Telecom reconnaît que cette alternative permettrait de « lisser » les évolutions parfois importantes de l'IFER cuivre, mais, elle lui préfère la méthode actuelle qui permet d'avoir un montant d'IFER constant sur une période de 12 mois (de juin de l'année n-1 à juin de l'année n) alors que la nouvelle méthode proposée impliquerait d'avoir un montant différent de l'IFER tous les 6 mois.

Bouygues Telecom reconnaît l'intérêt de la méthode alternative de calcul de l'IFER proposée par l'ARCEP, mais lui préfère la méthode actuelle car elle offre une période de 12 mois de stabilité du montant de l'IFER.

4. Autres tarifs du dégroupage total

Dans la présente consultation l'Autorité propose de stabiliser les frais d'accès au service (70€) et de résiliation (5€) pour la période 2026/2028.

- **Les frais d'accès.**

Bouygues Telecom tient à rappeler que l'Autorité avait augmenté, dans sa décision n°2020-1493, de 40% ces frais d'accès. Une stabilité de ces frais d'accès nous semble donc naturelle.

- **Le frais de résiliation.**

Bouygues Telecom note que l'Autorité prévoit dans son analyse de marché une gratuité de ces frais de résiliation dès lors qu'une fermeture technique est annoncée. Bouygues Telecom estime que désormais toutes les résiliations sur le cuivre s'inscrivent dans le plan de fermeture du réseau d'Orange. **De ce fait, Bouygues Telecom demande la**



gratuité des frais de résiliation pour l'intégralité du parc sans condition et dès maintenant.